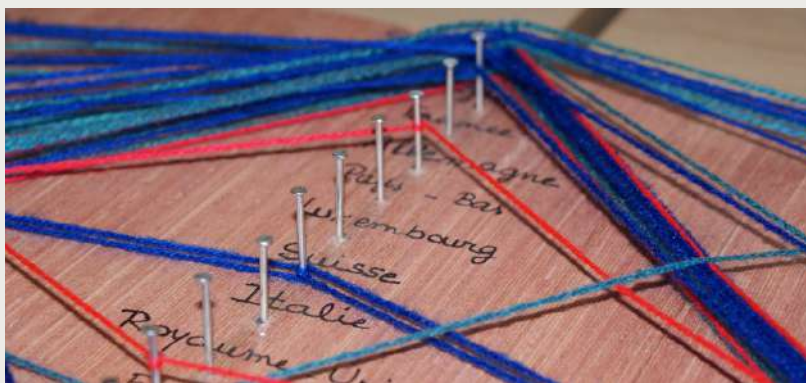


2023



# RAPPORT D'ACTIVITÉS

Un an d'action pour plus d'égalité



# SOMMAIRE

- 04. 2023, année pré-électorale
- 05. L'écologie populaire comme fil rouge
- 07. Thématiques d'action
- 15. Campagne de sensibilisation
- 18. Publications





## Questions de consommation

07.

Toutes les questions qui touchent d'une part à l'égalité d'accès aux biens et services de telle sorte que tout un chacun puisse mener une existence conforme à la dignité humaine et participer pleinement à la vie en société et d'autre part à la protection des consommateurs. On trouvera donc ici les travaux réalisés sur l'accès à l'énergie, à une alimentation saine à portée des petits budgets. Mais aussi l'analyse critique concernant le système agro-alimentaire et la grande distribution, les pratiques de crédit et de marketing ; les recherches en matière d'alternatives de consommation.



## Citoyenneté, démocratie et politique

08.

Cette thématique couvre d'une part tout ce qui concerne l'observation du paysage politique, aux différents échelons, du local à l'international et d'autre part l'analyse et la promotion des dispositifs, des pratiques axées sur la participation citoyenne.



## Le vivre ensemble

09.

Cette thématique vise trois objectifs. Le premier concerne l'observation des rôles sociaux, en particulier leur déclinaison dans les relations familiales, et de quartier. Le deuxième objectif cible la lutte contre les pratiques discriminantes dans différents domaines et à l'égard de différents groupes de populations : étrangers, jeunes, seniors, malades... Le troisième objectif consiste en la promotion et le développement de pratiques qui, au contraire, favorisent le vivre ensemble.



## Pauvreté et exclusion

10.

Cette thématique porte, comme l'indique son nom, un regard critique sur l'observation des facteurs d'appauvrissement et d'exclusion. Mais nous avons également choisi d'inscrire dans cette thématique le travail considérable accompli au sein du mouvement touchant à un droit essentiel pour les populations, celui de vivre dans un logement décent, financièrement accessible. Un droit de plus en plus difficile à concrétiser pour un nombre croissant de personnes.



## Modèles de développement, modèles de société

12.

Toutes les questions, analyses, expériences qui interrogent le modèle capitaliste actuel, ses acteurs, ses dirigeants, ses impasses et ses dérives inégalitaires. Cette thématique comprend aussi le chantier sur la recherche, des principes, des conditions et des critères qui peuvent aider à définir les contours d'un modèle de société plus juste, plus solidaire et plus responsable vis-à-vis des ressources de la planète.



## Emploi, protection sociale et services collectifs

14.

Cette thématique vise à la fois les politiques d'emploi et toutes celles qui en découlent, par le biais des cotisations sociales et de l'impôt : mécanismes de protection sociale et services collectifs. Dans cette approche, on rassemble l'observation des politiques d'emploi et l'évolution du monde du travail, mais aussi les politiques vis-à-vis du droit au chômage, aux soins de santé, l'avenir des pensions ; les services publics et les politiques de libéralisation et/ou privatisation de la poste, du chemin de fer, de l'énergie...

# 2023

## ANNÉE PRÉ-ÉLECTORALE

2023 a été une année charnière entre d'un côté une reprise d'activités post-pandémie et d'un autre la préparation des échéances électorales de 2024. Notre mouvement mais aussi la société au sens large sont encore profondément marqués par la crise sanitaire et ses conséquences en cascade : repli sur soi, rupture de confiance avec les corps intermédiaires et les politiques, accélération de la digitalisation, précarité grandissante, inflation, guerres... Nous faisons partie de la société, il est évident que toutes ces préoccupations se sont invitées dans nos groupes et projets et ont rendu parfois plus ardu le travail de terrain, de mobilisation, de sensibilisation, de conscientisation de notre pouvoir d'agir citoyen. Ce n'est d'ailleurs peut-être pas un hasard si nous constatons une augmentation significative de nos activités et actions autour du *vivre ensemble* (voir p.3) pour une partie non négligeable de nos régionales.

Au cours de cette année, nous avons mené à bien une série de chantiers qui touchent à la structure de l'association et à sa gouvernance (notamment notre réforme des fonctions communautaires et la réforme des statuts) mais aussi au projet politique que nous portons ensemble (l'écologie populaire) et à la formation de notre équipe (professionnelle et bénévole).



# L'ÉCOLOGIE POPULAIRE COMME FIL ROUGE



“ L’écologie populaire est un liant de nos activités de terrain, c’est une écologie ancrée dans les préoccupations et les vécus des milieux populaires, qui reconnaît leurs inquiétudes réelles en la matière. Une écologie soucieuse d’inclure tout le monde, elle est collective, dans ses démarches en éducation populaire et dans les mesures politiques qu’elle réclame, c’est une écologie de l’égalité<sup>1</sup>.

Différents moments et outils nous ont permis d’approfondir et d’orienter la réflexion tout au long de l’année. D’abord, nous avons consacré un dossier de **Contrastes** (magazine bimestriel publié par notre mouvement) à l’écologie populaire pour préciser les contours du concept, ses différentes interprétations et son appropriation sur le terrain. Une **journée d’étude** a aussi été programmée : **Catastrophes écologiques : il y en aura pour tout le monde (mais pas au même prix)**. L’objectif n’était pas tant de parler directement d’écologie populaire, mais plutôt de cerner les causes et conséquences du dérèglement climatique et les inégalités en la matière. Enfin, point d’orgue de la réflexion pour 2023, notre **Congrès** ! Celui-ci nous a permis de nous approprier l’écologie populaire à travers la préparation d’une exposition collective. En amont, nos neuf régionales ont pris le temps de définir ce que signifie pour elles une écologie populaire et l’ont traduite en format artistique. Ensuite, durant les carrefours de discussion mis en place le Jour J, nos membres ont analysé huit thématiques sur lesquelles nous développons des actions d’éducation permanente avec le regard *écologie populaire*. S’il reste encore énormément de points d’interrogation, ce grand moment de notre vie de mouvement a néanmoins balisé plus précisément les suites du chemin à parcourir. Ce qui annonce de belles perspectives de travail pour l’année 2024 et les suivantes.

1. Extrait Carte Blanche *Pour une écologie populaire*, 30 novembre 2023.



En plus des actions et activités que nous menons sur le terrain, nous réalisons également un travail politique dans notre réseau proche (MOC, FESEFA, CSEP) et au sein du secteur associatif plus large (RWDH, RBDH, RWADÉ, RJF, CIRÉ). Ensemble, nous approfondissons une série d'enjeux politiques, nous rédigeons des cartes blanches, organisons des rassemblements et des actions, nous menons un travail de lobbying politique auprès des partis politiques et de la société civile organisée et non organisée. 2023 étant une année pré-électorale, elle a été principalement allouée à la réflexion autour des mémorandums de chacun des réseaux.

# QUESTIONS DE CONSOMMATION



À propos de la thématique **Questions de consommation** (voir p.3), nous constatons une augmentation du volume d'heures locales et régionales consacrées à son travail. Au départ des méthodologies qui tournent autour du « faire ensemble » (les **ateliers protéines végétales et produits d'entretien** à **Liège-Huy-Waremme**, les **Repair cafés** de **Namur** et **Baudour**, ou encore les **jardins partagés** de **Charleroi-Thuin** et du **Hainaut occidental**), nos régionales parviennent à fédérer des groupes de citoyennes et citoyens et les amener à réfléchir et débattre ensemble de ces enjeux tout en ayant un réel impact local.

D'autres ont un point de départ plus réflexif et cérébral comme les **groupes SSA (Sécurité Sociale de l'Alimentation)** du **Luxembourg**, les **Loups Voyants** du **Hainaut Centre**, le **groupe de Wanfercée-Baulet** à **Charleroi-Thuin** et son analyse du discours des 75 ans des Équipes Populaires ou encore le **café citoyen de Nivelles (Brabant wallon)** et sa réflexion autour de l'eau comme bien commun. Dans tous les cas, nous voyons que le concept d'**écologie populaire** a réellement permis un nouveau souffle dans la manière dont cette thématique est appropriée par les groupes et projets, en articulant les enjeux sociaux et écologiques. La thématique de l'**énergie** (facture, hausse des prix, compréhension du marché) reste un sujet important à **Bruxelles**, **Liège-Huy-Waremme**, **Verviers**, **Namur**, au **Brabant wallon** et au **Hainaut occidental**, surtout dans la première partie de l'année.



# CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE



Concernant la thématique **Citoyenneté, démocratie et politique** (voir p.3), la méga année électorale de 2024 a impacté l'orientation qu'a prise cette thématique en 2023. En effet, pour la quasi-totalité des régionales nous constatons une forme de préoccupation autour du **contexte électoral** et la mise en place d'un travail de décortiquage de celui-ci : à **Verviers**, une **soirée-débat** autour de l'enquête « Noir, jaune, blues » et la **montée de l'extrême droite** en Belgique ; à **Liège** les **Pot'âgés** débattent de la montée des extrémismes, le **groupe de Flémalle** s'inquiète de ce que fait l'État face à la recrudescence de l'extrême droite et celui du **Laveu** s'interroge des conséquences de la désinformation des médias et des guerres dans le monde ; à **Charleroi-Thuin** ce sont les mécanismes de l'extrême droitisation de la société qui sont décortiqués par le **groupe de Beaumont** ; au **Luxembourg** le **Collectif des Femmes qui l'Ouvrent** continue son travail de sensibilisation et mobilisation autour de l'**antifascisme** ; au **Hainaut Centre** le **groupe Philo et Société** a approfondi le **clivage gauche-droite** et le brouillage des cartes qui est à l'œuvre et au **Hainaut occidental** des **Midis-ciné de Tournai** ont été organisés sur la **démocratie** et les élections. Notons aussi que la revendication autour de la **suppression du statut de cohabitant** et son lien avec les enjeux électoraux a été travaillée plus spécifiquement au **Brabant wallon** (avec la pièce de **théâtre-action** « Cohabicata ») et au **Hainaut Centre** (avec une soirée grand public organisée par les **groupes de Jemappes et Quaregnon**).





# LE VIVRE ENSEMBLE



Le travail mené autour du **Vivre ensemble** (voir p.3) est en hausse et les **questions de racisme et sexisme** y sont présentes de manière transversale. Ceci nous semble pertinent à relever dans la mesure où ce sont deux éléments importants de la triple domination. Si la domination classiste a toujours été fort présente dans notre travail, nous constatons aujourd'hui que le **triptyque classe - genre - race** commence à être réellement approprié et travaillé par et avec nos membres, par le biais du vivre ensemble. Les **questions de genre et de féminisme** sont présentes dans deux tiers de nos régionales, ce qui est une nouveauté. À **Verviers**, le 8 mars a été l'occasion d'organiser deux **ciné-débats** autour des films « Auprès d'elle » et « H24, 24 heures dans la vie d'une femme » et un **atelier d'autodéfense verbale féministe** a été organisé ; à **Liège-Huy-Waremme** les **groupes d'Othée, de Verlaine, de Chaudfontaine et les Calidipôles** ont débattu autour de l'égalité hommes-femmes ; à **Charleroi** c'est avec un **atelier d'écriture collective** d'un conte que les questions de genre ont été abordées ; à **Bruxelles** le **groupe Aumale Vit/Aumale Leeft** a programmé une séance de **contes féministes** dans l'espace public ; deux **Midis-ciné Tournai** du **Hainaut occidental** ont été programmés sur l'égalité homme-femme ; et enfin au **Brabant wallon** a été programmée la **conférence gesticulée** « Cendrillon fait grève » de même que le film « Annie Colère » autour du droit à l'avortement.

Il est évident que le contexte sociétal impacte notre travail et son contenu. Montée de l'extrême droite et du racisme, **politique migratoire inhumaine**, fermeture des frontières sont autant d'éléments sur lesquels nos membres ont souhaité retrouver du pouvoir d'agir citoyen, plus particulièrement à **Verviers** (avec le **Collectif de la Voix des Sans-Papiers** notamment), au **Luxembourg** (au sein de la **Coluxam** et du **projet Zone de droit**) et dans le **Brabant wallon** (**Nivelles commune hospitalière**) où une partie non négligeable du travail est effectuée sur ce sujet.



# PAUVRETÉ ET EXCLUSION



La thématique **Pauvreté et exclusion** (voir p.3) est la deuxième thématique la plus travaillée par nos membres et nos régionales, avec en tête les questions autour de l'**accès à un logement décent**. En effet, à **Namur** les **Ateliers Questions Logement** mènent un travail de vulgarisation autour des enjeux de logement et une BD sur la discrimination dans l'accès au logement est réalisée ; à **Verviers** **Les Colibris du logement** utilisent le *théâtre-action* pour parler de leurs difficultés d'accès à un logement décent ; à **Liège-Huy-Waremme** le **groupe de Verlaine** s'est intéressé aux bons réflexes à avoir pour conserver son logement sain et ce faisant a abordé la question du **droit au logement** au sens large ; au **Hainaut occidental** un *colloque* a été organisé sur les aides activables en matière de logement (AAL) ; le **Brabant wallon** a quant à lui tiré le fil de l'habitat léger avec le **Collectif Halé-Brawa** ; et enfin à **Bruxelles** c'est tout un travail de vulgarisation, sensibilisation et mobilisation qui a été effectué sur ce sujet (citons notamment le **groupe Action Logement Bruxelles** qui, avec sa **pétition pour la baisse des loyers**, a été entendu au parlement bruxellois, le **Front Anti-Expulsions** et le travail mené contre les marchands de sommeil et les expulsions, ou encore le soutien à l'organisation des locataires de logements sociaux à Auderghem).

Un autre volet important de cette thématique est celui de l'**accès au numérique** avec les **Gâchettes du numérique** de **Bruxelles** qui se sont impliquées dans la mobilisation contre l'ordonnance numérique bruxelloise et les **ateliers histoires digitales** du **Hainaut occidental**, qui restent un outil important pour questionner la **fracture numérique** et l'**exclusion sociale** qui en découle. La thématique *Pauvreté et exclusion*, ce sont aussi des groupes et projets qui dénoncent la grande pauvreté au sens large et veulent s'organiser concrètement contre l'exclusion sociale. Le **groupe Avec les autres** du **Brabant wallon** a pour objectif d'organiser un comité de quartier pour lutter directement et concrètement contre l'exclusion sociale ; au **Hainaut Centre**, c'est l'accès à la culture pour toutes et tous qui est mis en avant par le **groupe de Manage** ; le **Tricot citoyen** de **Verviers** est quant à lui fort interpellé par le **sans-abrisme**, ses causes et conséquences ; à **Charleroi-Thuin** plusieurs groupes débattent des questions de grande pauvreté ; et à **Liège-Huy-Waremme** le 17 octobre a été l'occasion d'entamer un travail autour de la lutte contre la pauvreté et l'identification de moyens d'action.



# MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT, MODÈLES DE SOCIÉTÉ



Au sein de la thématique *Modèles de développement et de société* (voir p.3), *l'écologie populaire* a aussi fait irruption. En effet, nous retrouvons dans cinq régionales au moins un moment d'interrogation et d'appropriation de ce concept, de ce qu'il signifie pour nous (à **Liège-Huy-Waremme**, **Namur**, **Bruxelles**, **Charleroi-Thuin** et au **Hainaut occidental**). Pour les autres, c'est par le biais d'activités à caractère plus culturel (*ciné-débat* et *théâtre-action* à **Verviers** ou utilisation du jeu d'échecs comme parabole au **Hainaut Centre**) que les questionnements autour de notre modèle de société sont apparus. À **Liège-Huy-Waremme**, le sujet du *numérique* est aussi présent, mais sous l'angle de son *impact environnemental*.

Il est intéressant de relever que l'actualité chaude fait parfois irruption dans notre travail, comme par exemple les polémiques autour de l'**EVRAAS** à **Charleroi-Thuin**, celle des **PFAS** qui s'invite au **groupe de Flémalle (Liège-Huy-Waremme)**, la *hausse des coûts de l'énergie* avec le **groupe « On ne paiera pas »** à **Bruxelles**, les *conséquences des inondations* avec le **groupe du Laveu (Liège-Huy-Waremme)**...

De manière générale, nous constatons une inventivité et une créativité dans les méthodes utilisées pour amener un groupe à se saisir d'un sujet. **Le « Faire ensemble »** prend une place significative, que ce soit à travers une chorale militante, des balades, des visites collectives d'expositions, des conférences gesticulées, du théâtre-action, des ateliers tricot... le « Faire » est un premier pas très souvent porteur pour coaliser un groupe et entamer une démarche d'éducation permanente.



# EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET SERVICES COLLECTIFS



La thématique **Emploi, protection sociale et services collectifs** (voir p.3) reste moins investie que les autres, et lorsqu'elle est investie, c'est souvent par le biais de l'**accès aux droits sociaux** et du **non-recours**. En effet, à **Namur** où l'essentiel du travail est effectué avec le **groupe de théâtre-action « Les conflits de canards »**, le groupe s'est rassemblé autour des difficultés d'accès aux droits et **droits du patient** dans un contexte de douleurs chroniques. Le **projet « Zone de droit »** (pour défendre l'accès aux droits des personnes sans papiers) est un autre volet important du travail. À **Liège**, l'actualité s'est invitée dans la programmation des **ciné-débats**, avec une séance allouée au combat mené par les travailleurs et travailleuses de Delhaize contre la franchisiation et au questionnement autour du droit de grève. À **Bruxelles**, le **groupe de la Mission Locale de Molenbeek** a souhaité consacrer une séance spécifique au droit du travail pour les personnes d'origine étrangère. Le **Hainaut Centre** a organisé sa journée régionale sur les droits du patient. Autant de manières différentes de tirer le fil de l'accès aux droits sociaux.



# CAMPAGNE DE SENSIBILISATION



**En 2021 et 2022, les citoyens ont pris une gifle avec la crise de l'énergie, crise qui a pesé vite et fort sur les budgets déjà lessivés des ménages en situation post-Covid.**

Pénurie, hausse historique des prix, fin des contrats fixes... Touchés de plein fouet par cette crise, comme la majorité des consommateurs, les membres des Équipes Populaires se sont plongés corps et âme dans cette thématique.

Ensemble, ils ont analysé les différents acteurs du marché de l'énergie, notamment via les animations Énergic'à Brac proposées par Énergie Info Wallonie. Certains groupes ont ressenti le besoin de décrypter, ensemble, les factures énergétiques.

D'autres membres ont choisi de s'interroger sur l'utilisation de notre énergie, notre dépendance, notre manque d'autonomie. Tous ont voulu savoir pourquoi les factures étaient devenues impayables, à qui allait cet argent, et pourquoi le gouvernement belge restait impassible alors que les citoyens devaient de plus en plus choisir entre se nourrir et se chauffer. L'énergie était au cœur des préoccupations de nos bénévoles. La colère grondait. L'envie de faire changer le système aussi. C'est donc naturellement qu'en janvier 2023, il a été choisi de mener la campagne de sensibilisation des Équipes Populaires sur cette thématique !

## Comprendre pour mieux dénoncer

La stratégie de campagne a débuté par une analyse de la situation, car pour dénoncer, il faut comprendre. Notre mouvement, avec ses membres, s'est penché sur les raisons profondes pour lesquelles la crise s'est répercutée surtout sur le citoyen. Nous avons remarqué qu'en 2007, au moment de la libéralisation du marché de l'énergie, des promesses ont été faites au consommateur et que, 16 ans plus tard, la réalité est bien différente de ces promesses. Nous nous sommes donc penchés sur les discours, les promesses, les belles paroles que nous ont prodigués personnalités politiques, économistes, acteurs du marché de l'énergie... il y a 16 ans, lors de la libéralisation. Et la réalité des citoyens aujourd'hui est loin, très loin de ce qui avait été annoncé ! Il nous avait d'abord été déclaré que la libre concurrence permettrait aux consommateurs de faire jouer ce levier pour pousser les fournisseurs à leur proposer les prix les plus intéressants et les plus bas du marché. Pourtant, les factures d'énergie n'ont jamais été aussi élevées !



## La libéralisation ne nous a pas libérés !

On nous avait vendu un marché de l'énergie où de nombreux fournisseurs à taille humaine auraient leur place, où les services aux citoyens seraient de meilleure qualité... or la réalité n'a pas dépassé cette belle fiction. Qui peut affirmer qu'il a 100% confiance dans son fournisseur d'énergie ? Qu'il comprend l'entièreté de sa facture ? Qu'il change aisément de fournisseur ? On nous assurait que la libéralisation permettrait aux sociétés d'investir massivement dans les énergies renouvelables, mais dans les faits, ces entreprises préfèrent amortir au maximum des installations existantes, vieilles et polluantes, et arroser généreusement leurs actionnaires avec les bénéfices réalisés. Il a donc été décidé de mettre sur pied une campagne qui dénonce les ratés de la libéralisation, afin de sensibiliser le grand public à cet échec, tout en exposant le fait que cette libéralisation n'est pas une fatalité. Le gouvernement a la possibilité de faire marche arrière, sans répéter les erreurs du passé. Cette campagne s'adressait à toute personne qui est usager de l'énergie, mais aussi aux représentants du monde politique pour les engager à proposer de vraies solutions à la crise de l'énergie, comme on peut en voir dans d'autres pays : opérateur public d'énergie, communautés d'énergie, municipalisation...

## Parole... Parole... Parole...

Toutes les contradictions entre les promesses de la libéralisation et la réalité ont été résumées dans notre **outil de campagne « le tableau des promesses »**. Nous avons intégré ce tableau dans **un flyer** qui reprend notre argumentaire ainsi qu'**un lexique** car la crise de l'énergie est un sujet complexe qu'il faut vulgariser. Pour illustrer notre message, nous avons aussi créé **des affiches** au ton sarcastique qui mêlent la colère à l'humour. On y voit un chat, affublé d'un bonnet ridicule afin de lutter contre le froid qu'il fait chez ses maîtres. Le slogan demande de trouver plutôt une vraie solution à la crise de l'énergie, c'est-à-dire sortir de la libéralisation, en opposition aux solutions courttermistes et culpabilisantes que le gouvernement propose (« Mettez un pull ! »). Ces **affiches** expriment que nous sommes conscients d'être des « pigeons » depuis 15 ans et nous disons stop à la libéralisation ! Nous demandons à l'État de vraies solutions démocratiques et citoyennes. Dans certains pays, il existe déjà des formes d'approvisionnement public de l'énergie : Finlande, Suède, Slovaquie, Hongrie, Allemagne... Pourquoi pas nous ? C'est un des nombreux sujets qui a été traité dans notre **revue Contrastes spécial campagne** : « Libérons-nous de la libéralisation ! ».



## La roue de l'infortune

Nous avons fait vivre cette campagne dans l'espace public, en tenant des **stands de sensibilisation** dans l'espace urbain, composés d'une tonnelle et de roll-up. Afin d'aller à la rencontre du public pour le sensibiliser aux causes et aux conséquences de la crise de l'énergie, nous avons créé la « **roue des promesses de la libéralisation** », qu'une bache bien visible invitait les personnes qui passaient à venir tourner. Les passants étaient invités à tourner la roue qui, telle une roue de Lotto, laissait le hasard désigner au participant une phrase qui représente une des promesses faites au moment de la libéralisation du marché. La personne confrontait cette « promesse » à sa réalité quotidienne. Et le constat est sans appel ! Les promesses sont restées vaines. L'occasion, alors, de découvrir que la libéralisation n'est pas une fatalité, et qu'il existe, chez nous ou dans d'autres pays, des pistes de solutions qui pourraient être mises en place pour une vision à long terme. Il est temps que l'État traite à nouveau l'énergie comme un bien commun et non plus comme un produit de spéculation.

Pour les plus aguerris à l'utilisation du numérique, nous avons créé et alimenté [le site Internet onamieux.be](http://le_site_Internet_onamieux.be), ainsi que notre [page Facebook](#) et celles de nos régionales. Un **autocollant reprenant notre slogan et un QRCode** a été distribué pour habiller l'espace public, et **des badges avec l'adresse du site** ont été remis aux personnes avec qui nous avons discuté.

À noter que la roue des promesses de la libéralisation a tellement bien fonctionné qu'elle est à présent aussi utilisée dans des groupes qui désirent échanger au sujet de la libéralisation.

Lors des animations de campagne, vous avez été nombreux·ses à réagir notamment par rapport à la déshumanisation de la société. S'il est compliqué d'avoir un contact humain avec les fournisseurs d'énergie pour régler les problèmes rencontrés, ou tenter de comprendre sa facture, c'est le cas dans bien des secteurs : banques, mutuelles, services publics... et cela ne va pas aider les consommateurs à mieux traverser cette crise. Nous avons pu constater que les citoyens connaissent peu ou mal leurs droits concernant l'énergie, que les primes promises par le gouvernement ont été compliquées à solliciter, que beaucoup ne connaissent pas les petits fournisseurs d'électricité... bref, que le marché de l'énergie est nébuleux, compliqué et que cet état des choses maintient le consommateur dans un statu quo en sa défaveur. L'occasion aussi de se rendre compte que beaucoup de citoyens ne savent pas comment est calculé le prix de l'énergie, et par quel mécanisme les grosses sociétés ont engrangé autant de profits suite à la crise. Nous avons aussi sensibilisé des usagers de l'énergie qui étaient tellement jeunes au moment de la libéralisation qu'ils ne savent même pas qu'il y a eu un « avant ». Mais la question qui nous a le plus été posée, c'est « et maintenant, que fait-on ? ». C'est pourquoi nos membres estiment que cette campagne n'a pas tout dit sur la crise de l'énergie, et qu'il est primordial de continuer à réfléchir à cette thématique en 2024, en tenant compte des échanges que nous avons eus avec la population.

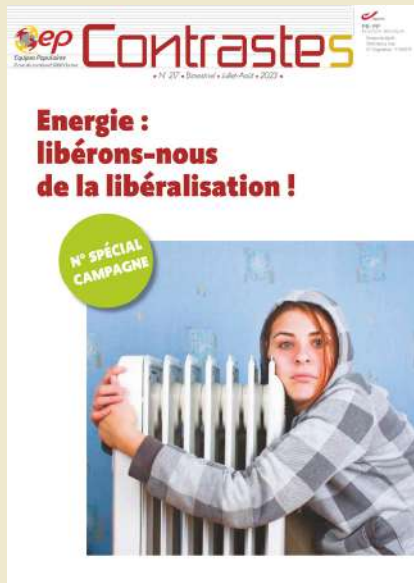
**VOUS NOUS L'AVEZ DIT...  
ET ON VOUS A ENTENDUS !**

Les Équipes Populaires proposent trois collections de publications systématiques : Contrastes, Points de repères et notre bulletin de liaison La Fourmilière.

D'autres publications pédagogiques et didactiques peuvent être proposées en dehors de ces trois collections (outils pédagogiques, fiches d'animations, etc.). Cela n'a pas été le cas en 2023.

Toutes nos analyses et fiches d'animation sont disponibles sur notre site [www.equipespopulaires.be](http://www.equipespopulaires.be) Retrouvez toutes les activités du mouvement dans La Fourmilière (revue disponible au secrétariat), dans Inter'Action, la proxiletter des EP (s'y inscrire sur notre site) et sur Facebook.

# REVUE CONTRASTES



# ÉTUDE « LES POINTS DE REPÈRES »



## Peurs, colère, défiance... Et après?

(décembre 2023)

Le climat de défiance envers le monde politique et médiatique, déjà identifié bien avant le début de l'année 2020, n'a fait que s'aggraver au fil de la gestion gouvernementale de la crise Covid-19. Les inquiétudes liées à l'affaiblissement démocratique se sont renforcées ; cette recherche semble d'ailleurs s'être nichée dans l'intervalle reliant deux vagues populistes dont la résonance est planétaire. En matière d'inégalités et de perspectives économiques, la crise de l'énergie est venue en ajouter à des préoccupations déjà aiguës. Quant aux urgences et aux catastrophes écologiques – pensons aux inondations de l'été 2021 et à l'accumulation des sécheresses et des feux de forêts –, nous saisissons chaque année un peu davantage leur gravité et leur réalité, partout dans le monde, jusque dans nos régions.

*Et après ?* Que faire des évidences qui se dégagent des échanges et des analyses partagées durant ce momentum de crise, voire davantage ? Notre société semble se situer à une bifurcation majeure. Quelle place voulons-nous prendre, en tant que mouvement d'éducation permanente ?

Ce document, fruit d'une dynamique participative bouleversée et bouleversante, tente d'apporter des éclairages concrets, des témoignages de terrain et quelques pistes pour des réflexions et des actions collectives.

**L'étude est téléchargeable sur notre site.**

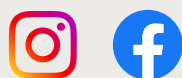
## REVUE LA FOURMILIERE

Certaines analyses et fiches d'animation sont publiées également dans *La Fourmière* : il s'agit de notre bulletin de liaison, qui est inséré dans le bimestriel Contrastes. Nous profitons de ce support privilégié pour publier occasionnellement des analyses qui mettent en valeur le travail produit dans le mouvement et qui donnent à d'autres groupes le goût de l'action.





Un mouvement de citoyen-ne-s  
pour construire l'égalité



Ce dossier a été réalisé par :  
Claudia Benedetto, Adrienne Demaret, Guillaume Lohest et Charlotte Renouprez  
Mise en page : Magali Lequeux  
Éd. resp. : Charlotte Renouprez, 8 rue du Lombard, 5000 Namur  
Supplément à Contrastes Septembre-Octobre 2024